

<https://www.fakirpresse.info/la-banalite-de-leur-mal>



La banalité de leur mal

- Le Journal - Enquêtes et reportages -



Date de mise en ligne : mardi 14 janvier 2020

Copyright © Journal Fakir - Tous droits réservés

« Est ce qu'on pourrait envoyer Hannah Arendt au procès de France Télécom ? » a blagué le rédac' chef. C'est que la philosophe y aurait confirmé, sans doute, sa thèse sur la « banalité du mal ».

Aux récits de suicides, le PDG Didier Lombard répond « dette », aux témoignages de souffrances, « concurrence ». Il plane dans ses tableaux Excel. Sauf quand, parfois, apparaît le réel...

Un reportage de Cyril Pocréaux, mis en illustration par Francis Buchet.

Une fenêtre sur leur âme. Mercredi 19 juin, 7 h 15. Train Paris-Amiens.

"Au souvenir du gâteau, à la barre, Didier Lombard a fondu en larmes... Il suffoquait. C'était complètement inattendu.

- Evidemment ! Evidemment ! Pour une fois, il était confronté au réel. Loin de ses tableaux Excel."

Il est sept heures du matin, et dans le train, le rédac' chef s'enflamme déjà, s'enthousiasme, alors que les passagers alentours finissent leur nuit. On voyage avec maître Cittadini, avocate spécialiste du burn-out, et qui monte à Amiens pour plaider contre Lidl, pour défendre Sabine et David, un copain de foot lui, tous deux anciens directeurs de magasins, broyés par l'enseigne de hard-discount.

Mais la grande affaire de l'avocate, en ce moment, c'est Â« le procès France Télécom Â» : "C'est un procès historique. Le dossier fait 66 tomes et 100 000 pages... C'est la première fois que des dirigeants de ce niveau, une entreprise de cette taille, du Cac40, sont renvoyés en correctionnelle. Ils sont jugés pour harcèlement moral. C'est aussi le procès du capitalisme.

- Pourquoi ?

- Le mot « trahison » revient souvent dans la bouche des victimes. Ils se sont retrouvés dans une boîte où l'unique objectif est de faire de profits. Les hommes et les femmes ne comptaient plus, ne restaient que les chiffres. Les familles réclament avant tout des excuses.

- Et les prévenus ?

- Ils sont impassibles. Ils se renvoient la balle des responsabilités, avec des « Je n'en sais rien », « Je ne peux pas vous répondre » ou « J'ai oublié », de la langue de bois. Tout ce qu'ils disent, c'est que l'entreprise Â« avait des difficultés Â» et Â« faisait face à la concurrence Â», et que maintenant, Â« la compétitivité est rétablie Â». Pour l'ancien PDG, Didier Lombard, il fallait Â« verser des dividendes aux actionnaires Â», et ça semble son impératif moral, au-dessus de tout... Il ne parle que des aspects économiques : la concurrence, les cotations en bourse, les profits. Il n'a aucune compassion pour les familles, pour les suicides. Enfin si, une fois...

- Ah bon ?

- Oui, une fois, une seule. Le centre de Cahors devait être supprimé, comme plein d'autres centres, ça faisait partie du plan imaginé à Paris. Mais les employées de Cahors, des femmes pour la plupart, l'ont contacté directement. Didier Lombard s'est rendu sur le site, pour une fois. Il est allé à leur rencontre. Il a raconté à la barre que, pour fêter ça, l'une d'elles lui a offert le gâteau d'anniversaire de son fils. Et là, incroyable : il fond en larmes... Il suffoquait. C'était complètement inattendu. Même la présidente lui a demandé s'il pleurait ou s'il était en train de s'étouffer. Il a confirmé qu'il pleurait : "à force de me regarder comme un grand président, on pense que je n'ai pas de coeur, mais ce n'est pas vrai." Et puis d'un coup, il est revenu à la normale, comme si de rien n'était. »

C'est là, à cette anecdote, que le rédac' chef s'est agité. Pour une fois, on avait une occasion d'y accéder, pas tant à leur monde qu'à leur vision du monde. De profiter de ce procès pour y jeter un coup d'oeil, comme à travers le trou d'une serrure, à leur psychologie. Pour saisir Didier Lombard, polytechnicien, 22 450 suppressions de postes à son

tableau de chasse, 14 000 salariés déplacés, 60 suicides, une « mode », 346 715 euros de retraites-chapeaux, fait commandeur de la Légion d'honneur et élu « *manager BFM de l'année* » en 2008. Et à travers lui, les mêmes, à peu près, les quarante mêmes du Cac 40, leur intimité qui nous est interdite, leur âme qu'on sonderait à travers ces audiences...

« *J'aurais bien missionné Hannah Arendt comme envoyée spéciale, a blagué le rédac' chef, mais elle n'est pas libre. Tu peux la remplacer, Cyril ?* » Et il s'est mis à lire, là, la fiche Wikipédia de la philosophe, juive, d'origine allemande : « *Elle couvre en 1963 le procès Eichmann à Jérusalem et en tire un ouvrage sur la Â« banalité du mal Â» : ce qu'elle met en cause, chez le criminel nazi, ce n'est pas tant la Â« méchanceté Â» que la Â« médiocrité Â».* "L'expression banalité du mal ne peut se comprendre que comme une façon de décrire les routines par lesquelles ceux qui recourent à la violence, comme ceux qui en sont témoins, mettent en suspens leurs convictions morales et renoncent à l'examen de leur engagement pratique personnel." » Et plus loin : « *Hannah Arendt montre que l'usage des clichés de langage diminue la conscience des actes. Ces expressions toutes faites, utilisées mécaniquement, empêchent l'imagination, elles entraînent une incapacité à être affecté par ce que l'on fait et, la personne se drapant dans un aspect banal, entretiennent l'absence de pensée.* »

Est-ce que cette Â« banalité du mal Â», cette Â« absence de pensée Â» correspond à Didier Lombard ? A l'élite des multinationales ? Aux managers cost-killers ?

NExT : au suivant !

43,2 milliards d'euros.

En 2000, France Télécom rachète Orange, et crache pour cela un montant record. Du jamais vu. C'est la folie sur les marchés. On nage alors en pleine bulle Internet, qui va bientôt éclater. L'action cotait 293 Euros, voilà qu'elle plonge à 7 Euros. C'est la débâcle. Avec une dette monstrueuse, l'entreprise est au bord du gouffre. Elle frôle la faillite, à cause de la folie des grandeurs qui a saisi leur dirigeant, Michel Bon. A cause, aussi, du laisser-faire, voire des encouragements du gouvernement, alors socialiste, qui venait de privatiser ce fleuron...

Comment se refaire ? Comment gâter les actionnaires ? La méthode choisie n'a rien d'original : supprimer 10 % des effectifs, soit 22 000 postes. Problème : comment mettre à la porte des fonctionnaires ? Simplement : il faut les dégoûter. Les écoeurer. Dégrader leurs conditions de travail, matérielles et psychologiques, pour qu'ils partent d'eux-mêmes.

En 2004, quatre mille « managers » sont formés, durant dix jours, à ces techniques. On leur enseigne à précariser, à bouleverser postes, hiérarchies, espaces de travail, à connaître les étapes du deuil. Leurs primes, annonce-t-on, seront fonction du nombre de départs.

Très vite, des alertes sur le mal-être remontent. Mais tout ça ne va pas encore assez vite. Alors, Didier Lombard prend les choses en main. Ce sera le plan NExT, et son volet Â« social Â», Act. « *Il faut qu'on sorte de la position mère poule, s'enflamme le PDG devant ses cadres, en 2007. Je ferai les départs d'une façon ou d'une autre, par la fenêtre ou par la porte.* » Classe, alors que les premiers suicidés sont à peine enterrés... Olivier Barberot, le DRH, embraye : « *On va faire un crash programme pour accélérer. C'est la logique business qui domine.* » Louis-Pierre Wenès, le bras droit du patron, prévient, à son tour : « *On ne va pas faire dans la dentelle...* »

Entre 2007 et 2010, cinquante-huit suicides seront recensés parmi les employés de France Télécom. Le procès d'aujourd'hui concerne dix-huit d'entre eux.



Aujourd'hui, c'est cinoche Vendredi 21 juin, 10 h 00, tribunal de Paris

Le jour où j'arrive, dans ce nouveau palais de justice (grand, moderne, du bois clair, verre et vitres, tout transparent), c'est cinoche. Au sens propre.

En 2009, c'est le plus fort de la crise, Â« *crise médiatique* Â», d'après le PDG, et non Â« *crise sociale* Â». Pour redorer son blason, Didier Lombard commande alors un docu d'entreprise au réalisateur Serge Moati. Les dirigeants lui ouvrent leurs portes, les salariés aussi. Sauf que ce tournage bascule en cahiers de doléances : salariés épuisés, déprimés, au bord du gouffre. « *De bienveillant, le film est devenu un témoignage terrible* », reconnaît le réalisateur. La direction a vent de l'affaire, ordonne d'arrêter là. Mais, sur un quiproquo, Moati termine quand même son film. Les dirigeants le visionnent, et pâlisent. Le mettent dans un coffre, fermé à double tour, en interdisent la sortie. Le client est roi : pendant près de dix ans, le film restera caché.

Jusqu'à ce que les syndicalistes de Sud, un beau matin, le reçoivent d'une main bien intentionnée. Comment, par qui ? Mystère. Toujours est-il qu'ils le versent au dossier, et que la présidente demande sa diffusion. Et c'est à une projection unique, la seule jamais permise, que nous assistons aujourd'hui.

« *Oufff, je me suis dit... Il va falloir passer en mode crash !* » Ca lui procure une joie, à l'écran, à Louis-Pierre Wenès, le mode Â« *crash* Â». C'est le numéro deux de la boîte, au banc des accusés, le cost-killer parfait. « *Je connais une méthode, mais il va falloir l'appliquer sans discuter...* », il prévient à la caméra.

Sur le terrain, les « *petits centres d'appels où tout le monde se connaissait* » sont fermés. Les chefs de service deviennent des « *managers* », de la novlangue plein la bouche. « *C'était un gloubi-boulga, il pouvait se passer des réunions entières sans qu'on ne comprenne rien* » raconte une élue CGT. « *Même nous, on ne comprenait plus l'organigramme de l'entreprise* », soupire le docteur Casaubon, médecin du travail, qui voit défiler de plus en plus de souffrances dans son cabinet.

Les plans, les témoignages s'enchaînent. Que jamais les salariés ne se sentent en confiance, ne prennent leurs marques, ne soient heureux à leur poste. Qu'une épée de Damoclès pointe en permanence au-dessus de leur tête. Qu'on les humilie. Qu'ils changent, aussi souvent que possible, de poste. Les récalcitrants sont poussés vers les plateformes, ces « *mouroirs à cadres* ». « *L'objectif, c'était de pouvoir faire huit milliards de cash* », justifie Gervais Pellissier, l'ancien directeur adjoint des finances. 45 % de ce « *cash flow* » devait partir en dividendes. « *Mais c'est vrai que sur le terrain, on nous disait que ça, c'était pas un projet* », confesse en baissant les yeux Delphine Ernotte, ancienne dirigeante du groupe.

« J'ai jamais craqué comme j'ai craqué là. C'est malsain. Je veux juste aller mieux. Mais j'ai pas de responsable, pas de manager, j'ai juste vous », implore un anonyme qui joint le centre d'appel de Strasbourg, dédié aux salariés. La médecine du travail ? « On n'est même pas la cinquième roue du carrosse, regrette le docteur Casaubon. Les risques psychosociaux qui pèsent sur les salariés, c'est effroyable. » Lui, le docteur, se met à pleurer : « C'est même pas du cynisme, à ce stade-là. C'est pas possible. »

Wenès revient à l'écran, et recadre le débat, loin de ces pleurnicheries : « Faut pas se faire d'illusions, c'est un milieu où il n'y a pas de pitié. Vous croyez que les Chinois, ils vont avoir de la pitié ? C'est pas la compassion qui règle la souffrance. »

La faute aux Chinois ou aux médias...

Les loups, les agneaux et la mode

La « mode des suicides ». C'est ainsi que, en pleine crise, Didier Lombard qualifiait le plus grave, le plus terrible des gestes. Tollé parmi les salariés.

Heureusement, le multi-éditorialiste à l'écharpe rouge, Christophe Barbier, volait aussitôt à son secours : « La vie économique, désormais, c'est rude, c'est un combat, il faut y être un peu cuirassé psychologiquement. Visiblement à France Télécom on a un peu oublié cela » devisait-il sur LCI. Et puis, « ce n'est pas spécifique à France Télécom. France Télécom est en éclaireur, c'est une entreprise emblématique, c'est plus un laboratoire qu'une exception : c'est ce qui attend toutes les entreprises de type service public qui sont en mutation vers une économie de type privé ». Finalement, tout ça, « c'est de la faute de l'Etat. L'Etat, socialement, a trop protégé ses troupes, ses fonctionnaires : pas de mutation ou d'avancement au mérite, le tranquille avancement de l'ancienneté, la sécurité de l'emploi, la culture de la fonction publique à la française et il amène dans le privé des gens qui ne sont absolument pas préparés à la vie un peu plus rude, un peu plus violente. L'Etat, c'est un éleveur d'agneaux qui les lâcherait dans la forêt, sans leur avoir dit qu'il y a des loups. »

« Le matin, je peux me regarder dans la glace. » Vendredi 21 juin, tribunal de Paris, 12 h 15.

Clap de fin.

Les dirigeants semblent sonnés.

Ils montent à la barre comme un boxeur revient de son coin, après une trop brève pause, pas à pas.

Didier Lombard, le premier : Serge Moati est un grand cinéaste mais il a fait un travail de découpe subtil... quelques contre-vérités...

La présidente : Vous dites, dans le film, dans une scène prise à la volée, "On a poussé le ballon un peu loin". Vous diriez la même chose aujourd'hui ?

Didier Lombard : Le dossier est ouvert. Mais... en 2005, on est au bord du dépôt de bilan ! Mais ça, je ne pouvais pas le dire, sinon le cours en bourse partait en vrille dès le lendemain. L'objectif de NExT, c'était de sortir les salariés des méandres de la dette. On était aux mains des établissements qui nous prêtent de l'argent.

Louis-Pierre Wenès s'avance, à son tour, un ancien officier de marine. Il parle très lentement, comme vaseux.

« Monsieur Moati fait son choix, il s'attache à la souffrance. Mais je suis furieux. En colère qu'on ne regarde qu'un côté de la situation. Monsieur Moati a fait ses interviews juste après le sommet de la crise, beaucoup de gens étaient passés de la plainte à la culpabilité. Certaines choses que j'ai entendues sont grotesques. Nous, on a sorti la société de l'ornière, et donné des emplois pérennes à des tas de gens. Certains n'ont plus le droit de parler, et ça me met en rage. C'est une chasse aux sorcières...

La Présidente : Didier Lombard dit qu'il a raté une marche, Barberot qu'il n'a pas entendu les souffrances. Et vous, vous dites quoi ?

Wenès, après un long silence : On me fait porter le chapeau à moi, je me demande bien pourquoi. Moi, je suis prêt à aller sur les sites où il y a eu les événements, et à parler avec les organisations syndicales. A prendre les cas un par un, et à les corriger un par un.

Un avocat des parties civiles : Pourquoi vous n'avez tenu aucun compte des infos qui remontaient ?

Wenès : *Je n'ai pas l'habitude d'aller chercher les infos dont j'ai besoin dans la presse. Quand on a parlé de "crise des suicides" à France Télécom dans la presse, quand je vois ces chiffres...*

L'avocat : *Oui ?*

Wenès : *Quand je vois les chiffres, je me dis qu'il n'y a pas de crise à France Télécom. Parce qu'il n'y a pas eu plus de suicides que l'année d'avant. Il aurait fallu le dire, qu'il n'y avait pas de crise. Juste des cas individuels. Pas de vague. Là, d'un coup, ça devenait "France Télécom est submergé par une vague de suicides". C'était pas une bonne chose, non, car à partir de là, on n'avait plus le recul nécessaire.*

Les réductions d'effectifs, c'était une conséquence.

Moi, tous les matins, madame la présidente, je peux me regarder dans la glace. »

Il y a des psychopathes, comme ça, parfois, dans les tribunaux. Comme coupés du monde. Ou qui se coupent de leur propre souffrance. Qui, même face à leurs victimes, n'éprouvent ni honte, ni remords, ni peine.

Pour qui on espère qu'une peine, une longue peine, les fera réfléchir, recouvrir leur commune humanité.



Le sacrifié vendredi 7 juin, tribunal de Paris.

Un jour, quand même, Louis-Pierre Wenès a flanché.

La présidente venait d'égrener une liste de victimes, toutes à l'automne 2009 : Camille, 48 ans, Nicolas, 28 ans, Stéphanie, 32 ans, et Jean-Paul...

Pour la première fois, alors, Lombard et Wenès se rendent sur place, dans l'agence d'Annecy. Ils sont accueillis sous les huées et les insultes. Ils annonceront dans la foulée le gel des fermetures de sites, des mobilités forcées.

Là, « *je vois la douleur, je vois la colère* », reconnaît Wenès à la barre. « *Je sais qu'il y a des pressions politiques sur mon nom. Je suis quelqu'un d'abrupt. Et puis, j'ai un autre défaut : je ne suis pas de la maison, je suis une pièce rapportée. Le coupable tout désigné, c'était moi. Avec Didier Lombard, nous avons une discussion. Nous avons décidé qu'il fallait que je parte.* »

C'est là ce moment précis, donc, que sa gorge se noue.

Mais pourquoi ? Pour qui ? Pour les salariés ou pour lui-même ?

Il reprend : « *Dans cette crise, j'ai été touché au plus profond de moi-même. C'est une blessure qui ne s'est pas refermée.* »

La présidente : « *Vous pensez que vous avez été sacrifié ?*

Wenès : *Je ne le pense pas, j'en suis sûr. »*

La voilà, donc, la « *blessure* ». C'est son propre cas, lui, le bouc-émissaire.

Une avocate des parties civiles : « *Vous ne vous dites pas que les mobilités sont au coeur de la crise ?* »

Wenès, après un long silence : *Je ne sais pas. Quand on fait des changements, c'est forcément difficile. Oui, il y avait des choses à des degrés divers : de l'inquiétude, du mal-être, de la souffrance. Certains ont souffert jusqu'à mettre fin à leurs jours. C'est dramatique. Mais je n'accepte pas que l'on globalise et qu'on parle de souffrance de l'entreprise. Moi, j'avais besoin de la motivation de ces personnels. Je suis un homme qui doute, contrairement aux apparences. Mais je suis un homme pragmatique, les pieds dans la glaise et dans la boue. Est-ce que j'ai fait tout ce qu'il fallait faire ? Alors, dites-moi ce que je n'ai pas mis en place ! Je n'ai rien entendu de concret. Si j'avais arrêté les mobilités, France Télécom serait mort. »*

Il les a sauvés, au fond...

Un sacré bordel. Mardi 25 juin, à la maison.

Ce soir-là, ma femme râle (un peu). Elle m'engueule (un peu).

Elle a raison : c'est le bordel, sur mon bureau. C'est toujours comme ça, des piles, des strates de papiers, de journaux, de documents, mes carnets et mon ordi perdus au milieu. Il faudrait un archéologue pour tout remettre en ordre.

Je m'y colle, malgré tout.

L'Equipe, France Football, qui célèbrent la victoire de la France en Coupe du Monde 2018, je garde, quand même, faut pas déconner.

Et au milieu, un vieux numéro de *Libération*, d'août 2018, conservé au cas où. « *France Télécom* : "Ils ont joué avec nos vies." » Les victimes, les familles témoignent. Il y a Nicolas, « *un gamin* » de 28 ans, comme le décrit son frère, qui s'est pendu dans son garage. On l'a changé de poste, on a baissé son salaire, lui a imposé des cadences intenable. Il a laissé une lettre. « *Mon job me fait souffrir. Je ne supporte pas ce job et France Télécom s'en fout. Aujourd'hui, on m'a méprisé, insulté, engueulé. J'ai appelé au secours. Les gens s'en foutent.* »

Il y a Hélène Louvradoux, qui « *ne sait plus pleurer* ». « *Le 26 avril 2011, son mari, Rémy, s'est immolé par le feu sur son lieu de travail à Mérignac.* » Il avait laissé une lettre, avant de se donner la mort : « *Cette situation est endémique du fait que rien n'est fait pour y faire face : le suicide reste comme étant LA SOLUTION !* »

« Le drame de la dette. » Jeudi 27 juin 2019, tribunal de Paris. 13 h 15.

Noémie Louvradoux, la fille de Rémy, est à la barre.

« *Ma mère, pendant deux ans, elle a eu une peur exacerbée qu'on ne revienne pas, qu'on disparaisse. Ça a affecté nos études... Mon premier rendez-vous avec mon conjoint, j'ai été obligée de lui dire : mon père est mort à cause de France Télécom.* »

Ils m'ont volé mon père. Il ne peut pas suivre les étapes de notre vie, quand on fait des études, quand on a des enfants. La fête des pères, je la passe dans la famille de mon conjoint. C'est horrible.

Mon petit frère, il est en fatigue permanente, il a des crises de tension. A la fin de son déni, il a eu envie de s'exprimer, et maintenant on sent toute la rage en lui. Mais il a peur de travailler, aussi, pour ne pas se retrouver dans la même situation. Mon grand frère, il ressent une fatigue permanente, des maux de ventre incapacitants. Pour lui, c'est impossible d'être heureux. France Télécom lui a volé une partie de son bonheur.

Ma petite soeur est nulle dans ses études, elle n'arrive pas à travailler. "J'ai perdu un pilier de mon coeur", elle nous répète souvent. Elle n'a pas grandi, elle a des crises d'angoisse, des troubles du sommeil.

Moi j'ai des insomnies chroniques, je ne dors plus, je fais des oedèmes à l'intérieur de la bouche. J'ai peur du feu, d'un briquet à côté de moi. Je fais un suivi thérapeutique. J'ai pris du retard dans mes études, aussi, dans les années qui ont suivi le décès de mon père. On n'avait pas de contre-pouvoirs pour nous protéger.

Et là, on se heurte à la condescendance et au déni des prévenus, un système froid et déshumanisé, qui se prolonge avec la lâcheté de leur défense. Leur compassion est factice, obscène, laide. La mort de mon père, c'est la réussite de leur objectif, c'est la prime de celui qui a supprimé son poste... Cette violence continue au procès. Ils se permettent de faire la sieste pendant les audiences. Et pourquoi ? Parce qu'ils savent qu'ils ne seront pas condamnés. Alors, vous allez me dire, pourquoi est-ce qu'elle a porté plainte, pourquoi est-ce qu'elle est là ? Parce qu'on ne veut pas que ça se reproduise, cette banalisation du mal. Mais je garde un profond sentiment d'injustice. Pour eux, cette affaire, c'est une parenthèse de trois mois dans leur vie. Pour nous, c'est toute notre vie.

On ne veut pas d'excuses, mais qu'ils soient forcés de reconnaître ce qu'ils ont fait.

Je peux m'adresser directement aux prévenus, madame la Présidente ? »

Cécile Louis-Loyant n'aime pas ça. Elle a recadré, déjà, des prévenus qui interpellaient directement les accusés. Mais elle ne dit rien, cette fois.

Noémie Louvradoux se tourne donc vers eux.

« *Notre père, vous l'avez tué. Pourquoi ?* »

La salle est bondée, le silence étouffant.

Un avocat des parties civiles le rompt, euphémise la question : « *Monsieur Lombard, monsieur Louvradoux avait fait un courrier pour dénoncer et prévenir : pourquoi n'avez-vous rien fait ?* »

Didier Lombard se lève, va à la barre, se penche vers le micro : « *C'est simple, je n'ai jamais eu ce courrier, et c'est pas la peine de m'envoyer un courrier sur lequel je n'ai pas de compétence.* »

Et il retourne s'asseoir, illico.

Il vient d'entendre Noémie, et voilà donc sa seule réponse : « *Je n'avais pas cette compétence.* »

Des fuyards.

Décidément, tous ces dirigeants « *ne semblent pas avoir beaucoup de pouvoirs dans France Télécom* », lâchera une fois, lasse, la présidente.

L'avocat, qui reprend : « *La "Lettre ouverte à mon employeur et à son actionnaire principal" demandait, en guise de conclusion : "Est-ce que le suicide est LA SOLUTION ?" Comment ne pas avoir prévenu la famille ?*

Didier Lombard, obligé de se lever à nouveau, rabâche : *Je regrette que les démarches de M. Louvradoux n'aient pas abouti... On est arrivés, la boîte était dans un certain état, il fallait la faire migrer vers un autre état... La boîte était en train de crever ! L'objectif, c'était d'en finir avec le drame de la dette ! Et la concurrence ! On aurait pu y aller plus doucement si on n'avait pas eu une concurrence d'enfer à notre porte ! »*

La dette, la dette, la dette...

La salle proteste, s'ébroue : « *c'est faux !* »

« *Laissez-moi finir ! Laissez-moi finir !* », crie Lombard en se tournant vers le public.

Il me semble que les membres de la famille Louvradoux pleurent, sur le banc.



« L'honneur d'avoir dit "non". » Jeudi 27 juin 2019, tribunal de Paris. 16 h 15.

Marc Hoffa, « ancien cadre très supérieur, juste en dessous de messieurs Lombard et Wenès », parle doucement, replié sur lui-même, dans sa veste marine.

« Quand je suis arrivé, il y avait 531 personnes dans le service dont je m'occupais. L'objectif était d'arriver à 431 personnes. Dans les réunions, la seule chose qui comptait, c'était combien on en avait fait partir la semaine d'avant. Je ne suis pas naïf, avec la dette colossale et la concurrence acharnée, je savais bien qu'on n'avait pas le choix. »

Un gros, gros cadre, donc, et convaincu du bien-fondé du système. Jusqu'à un certain point...

« Quand on m'a redemandé de fermer les centres de Guéret et de Lisieux, j'ai refusé. C'était des centres avec une très bonne rationalité, et des loyers très bas. J'ai donc proposé de fermer un petit centre, à Paris. "Non", on m'a répondu. "L'objectif c'est de fermer de gros centres de plusieurs centaines de personnes." Et à partir de là, tout a changé pour moi. »

Venait pour lui le temps des humiliations.

« On me fait venir de Bordeaux à Paris la veille pour une réunion à 7 h 30 du matin, et on m'annonce quinze minutes avant qu'elle est annulée. On me renvoie un mail parce qu'il y a une faute d'orthographe dedans. On me refuse une note de frais parce que j'ai acheté deux tickets de métro à l'unité plutôt qu'en carnet... Et les primes commencent à sacrément diminuer. »

Tout bascule un vendredi soir, tard.

« Je reçois un coup de fil pour me dire que mon poste n'existe plus, mais je dois continuer à travailler. Je suis resté seul à Pessac dans mon bureau, de 8 h 30 à 20 h 30, tous les jours, pendant un an. Un bureau avec un siège crevé, miteux. Sans aucun collègue. Sans aucun coup de fil. Sans aucune tâche à effectuer. Ah si : une fois, on m'a envoyé un tableau Excel, à reclasser d'ordre croissant à décroissant. Ce que j'ai refusé de faire. Parfois, je m'envoyais un mail à moi-même pour être sûr que j'étais toujours dans la base de données.

En un an, les ressources humaines m'ont proposé un seul poste : directeur des anciens combattants de France Télécom en Guyane, pour rédiger des mémos.

Je fumais cinquante cigarettes par jour. J'ai perdu 17 kg. Je ne mangeais plus au restaurant administratif par peur du regard de mes anciens collègues. Lors des rares contacts que j'avais avec les RH, je leur disais que j'étais psychologiquement très mal. Que j'avais peur car je m'étais mis à boire du whisky seul dans mon bureau. "Ne vous plaignez pas, c'est France Télécom qui vous donne l'argent qui vous permet d'acheter cet alcool", on m'a répondu.

Et puis un jour, on me demande de quitter le bureau. "Vous pouvez faire la même chose, mais de chez vous", on m'a dit. Je me suis levé, j'ai pris un café à la machine à café, ça a été mon pot de départ, et j'ai laissé les clefs à la femme de ménage.

Vous pensez peut-être que j'ai réagi mollement, ou lâchement ? Moi je pensais que France Télécom, ma maison, allait me trouver quelque chose. Une fois à la maison, allez expliquer à vos filles de vingt ans que leur père ne va plus travailler sans raison... Voyez leur regard...

J'ai voulu me suicider avec une corde sur un pylône le long de la voie de chemin de fer Bordeaux - Arcachon. Heureusement, des agents qui passaient par là m'ont empêché de le faire.

J'ai compris à ce moment-là que je devais autre chose à ma famille. Quand j'ai entendu monsieur Lombard parler de la "mode des suicides", j'ai cru que mon cœur éclatait. J'ai compris qu'il ne s'arrêterait pas.

Il ne se passe pas une semaine sans que je ne fasse des cauchemars sur France Télécom, et ça fait treize ans que ça dure. Aujourd'hui, je prends toujours des anxiolytiques, je suis allé plusieurs fois aux urgences. mais je suis vivant, moi, pas comme mes collègues.

Il marque une pause, hésite, puis se tourne à moitié vers les prévenus. « *Vous savez... Pendant ce procès, je me suis souvenu du procès de Nuremberg, celui des dirigeants nazis, où certains ont sans cesse répété "J'obéissais aux ordres". Moi, j'ai l'honneur d'avoir dit non. Je me dis que ma femme, mes enfants, mes petits-enfants n'auront pas honte de moi. »*

Un avocat de la défense bondit. « *Vous ne pouvez pas dire ça. France Télécom, ce n'était pas Auschwitz.*

- *Bien sûr, et je ne compare pas les deux. Je dis juste que, là aussi, les accusés ne veulent pas reconnaître les conséquences de leurs actions sur la vie des gens. L'incident est clos. »*

Les prévenus restent impassibles. Comme toujours.

« Je ne vis pas dans le même monde que vous... » Vendredi 21 juin, tribunal de Paris, 13 h 00.

Un avocat : *Je voudrais revenir, monsieur Lombard, sur le cas de Cahors. Deux rapports de la Direccte disaient qu'il ne fallait pas fermer ce site, et il n'a finalement pas fermé, alors que c'était programmé. Parce que vous les aviez lus, ces rapports ?*

Didier Lombard, taquin : *Non, excusez-moi, mais je ne vis pas dans le même monde que vous. Non, si on n'a pas fermé Cahors, c'est pour des raisons humaines. Déjà, parce que j'ai eu de l'admiration pour ces dames de Cahors : elles ont réussi à contourner tous les pare-feux pour m'envoyer un mail sur ma boîte ! Normalement, sur cette adresse, il n'y avait que mes camarades de promo de l'X qui m'écrivaient, pour me dire qu'ils avaient un problème de téléphone !*

je suis allé sur place, à Cahors, et qu'est-ce que je constate ? Qu'elles vont devoir aller travailler à Montauban, faire beaucoup de route chaque jour, que ça va changer leur vie, pour leurs familles aussi. Qu'elles sont pour certaines un peu âgées, que ce ne serait pas très facile. Et tout ça pour quoi ? Pour économiser trois francs six sous ? Mais annuler cette fermeture, c'était juste du bon sens ! J'ai pas décidé avec des papiers, mais avec du bon sens ! »

La salle est consternée. Les gens se regardent, pour être sûrs qu'ils ont bien entendu.

La présidente : « *Est-ce que ça revient à dire que le bon sens, c'est l'humain ?*

Lombard : *Oui... Quand on met l'humain au cœur du système... Voyez, à Cahors, elles étaient super contentes ! »*

La salle s'esclaffe, désormais.

Lombard : « *Ben oui, bien sûr, ne ricanez pas ! C'est ça l'humain, le bon sens. »*

Il s'emporte tout seul, Didier Lombard. Martèle ses convictions : l'humain d'abord !

Une heure, une heure seulement, rien qu'une heure durant, à Cahors, le président de France Télécom est allé se frotter au réel. L'une des employées lui offre, donc, le gâteau d'anniversaire de son fils. Et qu'en a-t-il conclu, lui si prompt à fermer des sites, des agences, à pousser des milliers de salariés vers la porte, quand ce n'est pas vers la dépression, qu'en a-t-il conclu ? Que ne pas fermer Cahors, ne pas chercher à « économiser trois francs six sous », c'était juste « du bon sens ».

C'est le résumé de cette affaire.

Mais aussi de notre monde.

Ils dirigent un pays qu'ils ne connaissent pas.

Ou à travers des statistiques, des théories.

Hors-sol.

Déconnectés.

Et c'est la priorité, sans doute, face à cette élite : la faire vivre avec le Smic, habiter en HLM, passer des nuits aux urgences. La ramener sur le sol commun.

Un avocat : « *Je suis perplexe, je dois l'avouer. Là, vous regardez un site, vous vous penchez dessus, et très vite vous vous rendez compte que le bon sens commande de ne pas le fermer, et vous annulez votre réforme ?*

Lombard, goguenard : *Je vais vous aider à résoudre votre perplexité... Vous avez d'autres endroits où c'est bien fait. Mais pas partout. Je me suis retenu d'intervenir partout d'ailleurs. Ce serait ma nature. Mais si je fais ça, je casse le système. Si je ne me retiens pas d'aller sur chaque site, je casse la machine... »*

Des chiffres et des êtres. Mardi 2 juillet, tribunal de Paris.

C'est l'heure des plaidoiries.

Christelle Mazza, avocate des parties civiles : « *Vous connaissez Prométhée, Orphée, Icare, ces hommes qui se sont pris pour des dieux... Les dirigeants de France Télécom ont créé leur Olympe, et de là-haut ont considéré des hommes comme des chiffres, uniquement des chiffres. Ils ont cultivé un Art de la guerre en guise de stratégie d'entreprise pour faire partir des salariés, ce sont les termes de monsieur Barberot. Ce n'était pas des contraintes économiques : c'était une stratégie d'entreprise dont la variable a été l'être humain.*

La culture de l'ultra performance a fait rompre le collectif, la solidarité entre les gens.

Et puisqu'on est dans la mythologie, restons-y : cette affaire, ce procès, c'est le mythe de Sisyphe. C'est le désespoir. C'est quand vous n'avez plus aucun espoir d'arriver au bout, et que vous vous suicidez. C'est ce qu'on a fait vivre aux salariés de France Télécom. C'était un prototype, et ce prototype a grandi comme un cancer, à la Poste, dans l'hôpital public, parmi les policiers du ministère de l'Intérieur. »

La procureure : « *Ils ont fait d'une obsession, le départ de 22 000 salariés, leur coeur de métier. Ils peuvent qualifier leur agissement ainsi : "Le harcèlement moral est mon métier."*

Louis-Pierre Wenès, seul à prendre la parole parmi les prévenus : *Je m'adresse à ceux pour qui le travail est source de souffrance et je leur dis que je suis désolé, car je ne l'ai jamais voulu. Et je remercie les dizaines de milliers de collaborateurs d'avoir contribué à sortir France-Télécom de l'ornière. »*

Maître Weil, avocat de Didier Lombard : « *Je l'ai vu pleurer dans mon bureau et devant vous. Il est comme il est, avec ses qualités et ses défauts, un peu maladroit, un peu brutal, mais... Vous avez sauvé cette entreprise, je pense que vous méritez le prix du manager de l'année ! »*

La décision est mise en délibéré au 20 décembre 2019.

J'ai causé de tout ça au rédac' chef, leur déni constant, leur monde destructeur qu'ils décrivent comme rationnel. Je lui ai envoyé par mail les moments les plus marquants du procès, qu'il se rende compte.

Le lendemain, tard le soir, il me renvoyait un message : « *Je lis ce soir, dans la chaleur de l'été et le bazar de mon bureau, Où atterrir ? de Bruno Latour. Un essai écolo. Et page 86, ces lignes :*

Comment prendre pour Â« réaliste Â» un projet de modernisation qui aurait Â« oublié Â» depuis deux siècles de prévoir les réactions du globe aux actions humaines ? Comment accepter que soient Â« objectives Â» des théories économiques incapables d'intégrer dans leurs calculs la rareté des ressources ? Comment parler d'Â« efficacité Â» à propos de systèmes techniques qui n'ont pas su intégrer dans leurs plans de quoi durer plus de quelques décennies ? Comment appeler Â« rationaliste Â» un idéal de civilisation coupable d'une erreur de prévision si magistrale qu'elle interdit à des parents de céder un monde habité à ses enfants ?

J'y trouve un écho avec France Télécom. C'est la même histoire pour moi. Une Â« efficacité Â», un Â« réalisme Â», qui éliminent l'essentiel : les hommes et la planète. Contre tous les Didier Lombard réunis, à nous d'imposer une autre Â« rationalité Â», qui ne place en son coeur ni la dette, ni le cours en bourse, ni les dividendes aux actionnaires, mais les souffrances de Noémie, mais la disparition des hirondelles, mais les émissions de carbone, mais notre espérance de céder un monde habitable, humainement habitable, à nos enfants. »